Les CIO ne seront pas les « sherpas » du dispositif « retour en formation » !

Actuellement, grâce au mépris de certains responsables administratifs pour le travail des copsy et des DCIO, les CIO se retrouvent à porter seuls tout le dispositif « reviens te former » alors que l'argument qui a été opposé au SNES pour obtenir des modifications de sa conception tenait dans la nature interministérielle du procédé.

Il s'ensuit des contraintes insupportables aussi bien sur le traitement des demandes que sur la prise en charge.

- Pression insupportable sur les délais de réponse aux demandeurs sans aucune attention à la charge de travail des services, ni même à la nature de la demande. Les premiers éléments qui reviennent du terrain montrent que l'effet « com » du lancement du dispositif draine de nombreux jeunes qui ne sont pas réellement concernés. Même s'il est important de considérer toutes les demandes de formation, en l'absence totale de filtre, ces demandes doivent être traitées avec la même urgence et surchargent encore un peu plus le travail des CIO.
- Engagement des CIO et des personnels au-delà de ce qui est prévu dans la circulaire interministérielle, avec obligation que le copsy se désigne comme « référent » y compris pour des publics dont le suivi ne leur incombe pas. Ainsi il est complètement anormal qu'un dispositif interministériel sensé engager toutes les structures (Missions locales, Pôle emploi, ...) ne soit porté que par les CIO. Il est inacceptable que les copsy de Paris soient contraints de se désigner comme référents pour des jeunes qui sont déjà suivis par une Mission locale ou qui cherchent des formations professionnelles gérées par Pôle emploi !
- Pression individuelle sur les personnels pour qu'ils prennent en charge les demandes alors que rien n'est fait pour que des réponses pertinentes puissent être apportées aux demandeurs. Qu'allons-nous proposer aux jeunes qui souhaitent se réinscrire en seconde ou 1^{ère} Pro alors que dans certains départements le nombre de non affectés explose déjà ? Certaines académies préconisent de leur proposer des places restant vacantes. Nul doute que les jeunes apprécieront de se voir proposer des formations sans aucun rapport avec ce qui a fait l'objet de leur demande ! Quel sens accorder au suivi des jeunes alors que faute de moyens, les personnels ne seront pas en mesure de répondre valablement à leur demande et à la mise en place de ce nouveau droit ?

L'importation de ces modes d'organisation largement utilisés dans le monde de l'emploi et de l'insertion professionnelle peut nous conduire aux mêmes travers : Focalisation constante sur le repérage et la traçabilité des personnes, maintien d'un lien sans contenu car sans débouché pertinent, perte de sens du travail et culpabilisation des conseillers au plan individuel. C'est déjà ce que vivent nos collègues à Pôle emploi. Nos échanges lors du colloque des psychologues de la FSU ont été suffisamment éclairants pour que ceci nous arme encore davantage pour résister :

- Une prise de contact n'est pas une prise en charge. Rappeler une personne n'équivaut pas à se désigner comme « référent ».
- Le renvoi vers une structure partenaire est une réponse. Les CIO n'ont pas vocation à suivre tous les publics mais seulement ceux qui demandent un retour en formation sous statut scolaire.
- Les copsy n'ont pas à se désigner comme « référent » à la plateforme qui gère les appels.
- Le SNES a alerté le MEN sur la conception même du dispositif qui revient à considérer toutes les structures comme interchangeables. Seuls les CIO actuellement sont en charge de toutes les demandes. Il est urgent de revoir l'organisation de ce dispositif !